

## PÉTITION À L'ATTENTION DE MONSIEUR DOMINIQUE DE VILLEPIN, PREMIER MINISTRE

Monsieur le Premier ministre,

ATTENDU QUE les syndicats d'enseignants et d'inspecteurs sont largement responsables de la régression du niveau des élèves, par les nouveaux programmes et les nouvelles méthodes qu'ils ont imposées, et par toutes les réformes utiles qu'ils ont empêchées ;

ATTENDU QUE les dirigeants des syndicats d'enseignants contrôlent les mutations et les promotions des enseignants, provoquant injustices, frustration et découragement chez nos meilleurs professeurs ;

ATTENDU QUE le simple fait d'appartenir à un syndicat de l'Éducation nationale semble autoriser à se moquer ouvertement des directives officielles - ainsi l'inspecteur Frackowiak, qui a prétendu échapper à toute sanction au mois d'octobre 2006, sous prétexte qu'il avait agi contre son ministre « en qualité de syndicaliste » et non en tant qu'inspecteur ;

ATTENDU QUE les dirigeants syndicaux s'opposent systématiquement, et souvent avec violence, aux réformes qu'ils n'ont pas eux-mêmes dictées ;

ATTENDU QUE, par leur propagande politique incessante dans les écoles, ils sont responsables de la politisation croissante de l'enseignement ;

ATTENDU QUE, par leurs grèves, ils sont directement responsables de 800 000 heures de cours perdues chaque année ;

ATTENDU QUE rien de tout cela ne serait possible si les dirigeants syndicaux ne recevaient pas d'importantes subventions publiques, et n'avaient pas 7800 enseignants travaillant gratuitement pour eux sur leurs heures de cours,

Je vous demande instamment, Monsieur le ministre, de renoncer à subventionner les syndicats d'enseignants, que ce soit par des versements directs, ou par les mises à disposition gratuites de personnels ou de locaux.

Les dirigeants des syndicats de l'Éducation nationale doivent vivre des cotisations de leurs adhérents et de leurs ressources propres. C'est à cette seule condition que leur pouvoir correspondra à leur représentativité réelle, et que leurs abus diminueront. Veuillez croire, Monsieur le Premier ministre, en ma très haute considération.

Nom :

Date :

Signature :

## PÉTITION À L'ATTENTION DE MONSIEUR GILLES DE ROBIEN, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Monsieur le ministre,

ATTENDU QUE les syndicats d'enseignants et d'inspecteurs sont largement responsables de la régression du niveau des élèves, par les nouveaux programmes et les nouvelles méthodes qu'ils ont imposées, et par toutes les réformes utiles qu'ils ont empêchées ;

ATTENDU QUE les dirigeants des syndicats d'enseignants contrôlent les mutations et les promotions des enseignants, provoquant injustices, frustration et découragement chez nos meilleurs professeurs ;

ATTENDU QUE le simple fait d'appartenir à un syndicat de l'Éducation nationale semble autoriser à se moquer ouvertement des directives officielles - ainsi l'inspecteur Frackowiak, qui a prétendu échapper à toute sanction au mois d'octobre 2006, sous prétexte qu'il avait agi contre son ministre « en qualité de syndicaliste » et non en tant qu'inspecteur ;

ATTENDU QUE les dirigeants syndicaux s'opposent systématiquement, et souvent avec violence, aux réformes qu'ils n'ont pas eux-mêmes dictées ;

ATTENDU QUE, par leur propagande politique incessante dans les écoles, ils sont responsables de la politisation croissante de l'enseignement ;

ATTENDU QUE, par leurs grèves, ils sont directement responsables de 800 000 heures de cours perdues chaque année ;

ATTENDU QUE rien de tout cela ne serait possible si les dirigeants syndicaux ne recevaient pas d'importantes subventions publiques, et n'avaient pas 7800 enseignants travaillant gratuitement pour eux sur leurs heures de cours,

Je vous demande instamment, Monsieur le ministre, de renoncer à subventionner les syndicats d'enseignants, que ce soit par des versements directs, ou par les mises à disposition gratuites de personnels ou de locaux.

Les dirigeants des syndicats de l'Éducation nationale doivent vivre des cotisations de leurs adhérents et de leurs ressources propres. C'est à cette seule condition que leur pouvoir correspondra à leur représentativité réelle, et que leurs abus diminueront. Veuillez croire, Monsieur le Premier ministre, en ma très haute considération.

Nom :

Date :

Signature :